



Les manifestations éclatent en Tunisie après l'auto-immolation d'Abderrazak Zorgui

Par [Alex Lantier](#)

Mondialisation.ca, 30 décembre 2018

wsws.org 29 décembre 2018

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#)

Des manifestations ont éclaté trois nuits de suite à travers la Tunisie après l'auto-immolation du journaliste Abderrazak Zorgui. Le caméraman de 32 ans s'est brûlé à mort dans sa ville natale, Kasserine, après avoir affiché une [vidéo](#) sur les réseaux sociaux dans laquelle il appelle à un soulèvement et dit espérer que son geste lancerait une nouvelle révolution.

Son suicide est intervenu 8 ans après les soulèvements révolutionnaires tunisien et égyptien provoqués par l'auto-immolation de Mohamed Bouazizi en Tunisie en décembre 2010. Mais sans direction révolutionnaire capable de diriger la classe ouvrière dans la prise du pouvoir, l'ancien régime a pu se rétablir et imposer le diktat des banques euro-américaines. Le président actuel, Béji Caïd Essebsi, était haut responsable sous Zine El Abidine Ben Ali, le dictateur renversé par les travailleurs le 14 janvier 2011.

Dans la vidéo, Zorgui dénonce le régime tunisien et son hystérie sécuritaire: «Aux jeunes chômeurs de Kasserine, sans ressources, qui ont faim, quand on veut manifester on a le terrorisme en retour. On descend dans la rue demander le droit au travail, on nous sort le terrorisme pour nous dire, 'Taisez-vous et crevez de faim.' J'en appelle aux Kasserinois, chômeurs, aujourd'hui de ferai une révolution seul. Celui qui veut me rejoindre est le bienvenu. Je manifesterai seul. Si après quelqu'un trouve un travail, mon immolation n'aura pas été vaine.»

Il ajoute, «On en a assez. Depuis 8 ans, on nous fait des promesses; ce ne sont que des mensonges. Moi je n'appartiens à aucun parti, ils oublient les chômeurs et n'engagent que ceux qui ont des ressources quand il y a des gens qui n'ont rien, des régions marginalisées n'ont pas un millime.»

Depuis son suicide, des manifestations ont éclaté chaque soir à Kasserine, mais aussi à Jbeniana, Tebourba et dans des quartiers ouvriers de Tunis. Des jeunes à Kasserine ont brûlé des pneus et réagi aux tirs de lacrymogènes des forces de l'ordre en jetant des pierres.

Le chômage en Tunisie est à 15,5 pour cent, et le double autour de Kasserine, et l'inflation à 7,5 pour cent fait chuter le dinar; la colère monte parmi les travailleurs. Nebil Gassoumi, un enseignant à Kasserine qui manifestait, a déclaré: «Rien ne va ici. Le dinar est à un bas niveau et notre vie quotidienne est aussi à un bas niveau même pour ceux qui ont un travail. Tout le monde souffre ici.» Il a ajouté, «Il n'y a pas d'investissement ici, il n'y a pas de postes pour les demandeurs d'emploi», et dit espérer que les manifestations se

poursuivront.

Et cette semaine, des manifestations ont éclaté contre le meurtre de Falikou Coulibaly, dirigeant de l'Association des Ivoiriens en Tunisie. Les critiques par les travailleurs et étudiants subsahariens des conditions de vie et du racisme en Tunisie ont déferlé. RFI cite Alexandre Diaoré, qui travaille depuis 3 ans en Tunisie: «Pourquoi nous étouffer? Vous étouffez les subsahariens. En toute honnêteté, vous êtes méchants. Moralement, psychologiquement, nous sommes accablés.»

«Il est du dernier chic, pour une certaine bourgeoisie, de faire ses courses à Carrefour - la grande surface de la banlieue nord - avec deux domestiques noires», écrit l'AFP, alors que «les jeunes bonnes, venues de Côte d'Ivoire et pays alentour, travaillent sept jours sur sept, payées peu, passeport confisqué.» L'AFP relève aussi la colère d'un «étudiant sénégalais à qui l'on demande s'il dort dans les arbres, s'il se nourrit de bananes.»

Le régime tunisien réagit aux manifestations par la violence et en préparant plus de répression. Dans les cités Ennour et Ezzouhour de Kasserine, la police a arrêté 16 personnes. Elle les accuse tous de mener des émeutes, et cinq d'avoir dégradé les caméras de sécurité du ministère de l'Intérieur.

Jeudi, le conseil des ministres s'est réuni. S'il a affirmé «la nécessité de respecter le droit de manifester pacifiquement», il a veillé à intégrer toutes les opérations de sécurité intérieure sous le contrôle de la présidence. Les ministères de la Défense et de l'Intérieur coordonnent les opérations de l'armée et de la police lors des commémorations du renversement de Ben Ali. Et dans la presse et les milieux policiers, une campagne hystérique fait rage pour menacer les manifestants et les traiter de terroristes ou de criminels.

Dans un éditorial de *La Presse* intitulé «Gare aux dérapages et à l'inconnu», Abdelkrim Dermech écrit:

«Ceux qui recourent aux analyses parallèles entre 'l'étincelle déclenchée par Bouazizi le 17 décembre 2010 et celle opérée par Abderrazak Zorgui, lundi dernier à Kasserine' oublient à tort ou à raison que la comparaison n'est plus possible. Même s'il existe une rupture réelle entre la classe politique actuelle et les jeunes dans les régions dites fragilisées, il n'est plus admissible que la violence, les agressions gratuites et les atteintes aux biens publics et privés soient acceptées, tolérées ou considérées, à tort, comme des formes de protestation à caractère démocratique.»

Le conseil des ministres s'est fendu de la déclaration absurde que la mort de Zorgui était «obscur», et la police mène un interrogatoire hostile des manifestants détenus. Le site web *Kapitalis* relaie ainsi la propagande policière: «Des casseurs, dont des adolescents arrêtés les 25 et 26 décembre 2018, ont lors de leur interrogatoire affirmé être soudoyés par des contrebandiers pour s'infiltrer parmi les manifestants, attaquer les postes de police et de la garde nationale avec des pierres et des cocktails Molotov.»

Les forces de l'ordre tunisiennes s'investissent toujours elles-mêmes sur des chefs de torture et d'autres sévices commis sous Ben Ali; ces confessions, que le conseil de ministres n'aurait pas écrites autrement, n'ont donc aucune crédibilité.

Huit ans après la chute de Ben Ali dans le premier soulèvement révolutionnaire du 21e

siècle, tous les griefs qui ont poussé les travailleurs à se révolter perdurent. Le capitalisme est économiquement et socialement en faillite. Quant aux réformes «démocratiques» en Tunisie, ce toilettage en surface de l'ancien régime permet au vieil État policier de survivre sous couvert de «lutte antiterroriste.»

Ceci donne raison aux perspectives formulées par le Comité international de la Quatrième Internationale juste après la chute de Ben Ali. Le CIQI a reconnu que les soulèvements tunisien puis égyptien marquaient une nouvelle époque dans la lutte des classes et de la lutte pour la révolution socialiste mondiale.

Dans sa déclaration de janvier 2011, «Les manifestations de masse en Tunisie et la perspective de la révolution permanente», le CIQI écrivait:

«Les masses tunisiennes ne sont cependant qu'à la première étape de leur lutte. Comme on le voit déjà clairement avec la poursuite de la violence militaire sous le nouveau président par intérim, la classe ouvrière est confrontée à des risques immenses. La question cruciale d'un programme et d'une direction révolutionnaires n'est pas résolue. Sans le développement d'une direction révolutionnaire, un autre régime autoritaire s'installera inévitablement pour remplacer celui de Ben Ali.»

Après presque une décennie de guerre et de crise économique, la lutte des classes explose à nouveau en Tunisie et au-delà. Des émeutes de la faim marquent le Soudan et des manifestations politiques la France, le Portugal et l'Espagne, après une année 2018 qui a vu des grèves internationales à Amazon et Ryanair, des manifestations politiques de travailleurs iraniens contre l'austérité, et des grèves de masses d'enseignants américains.

La décision de Zorgui de s'auto-immoler en appelant à la révolution est une illustration tragique de l'analyse du CIQI que la question décisive est celle de perspective et de direction révolutionnaires. La tâche à présent est de construire des sections du CIQI en Tunisie, et à travers la Méditerranée et le monde.

Alex Lantier

La source originale de cet article est wsws.org

Copyright © [Alex Lantier](http://wsws.org), wsws.org, 2018

Articles Par : [Alex Lantier](http://wsws.org)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca